



COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

GROUPE pour la construction du Parti ouvrier
révolutionnaire et de l'Internationale ouvrière
révolutionnaire

Supplément Hôpitaux à CPS n°76 –

12 juin 2020

Le "Ségur de la Santé" n'a qu'un but : liquider les garanties statutaires du personnel hospitalier, augmenter le temps de travail, continuer l'entreprise de destruction de l'hôpital public !

Pour la défense des revendications des travailleurs de l'hôpital public :

- **Arrêt de tous les plans de restructuration, des suppressions de poste et de lits, création des dizaines de milliers de postes nécessaires !**
- **Augmentation générale des salaires dans le cadre maintenu de l'indice commun à toute la Fonction Publique**

La responsabilité des dirigeants syndicaux CGT et FO :

- **Quittez immédiatement le Ségur !**
- **Organisez l'affrontement avec le gouvernement Macron-Philippe-Veran pour la satisfaction des revendications !**

Avant même la crise sanitaire, pendant des mois et des mois, les travailleurs hospitaliers se sont mobilisés contre les plans du gouvernement de suppressions de postes et de lits (100 000 lits supprimés en 20 ans), et pour de véritables augmentations de salaire. Le gouvernement y a répondu par des primes misérables attribués à une minorité et par le maintien et l'aggravation du plan « *Ma santé 2022* », qui consiste notamment dans la fermeture de centaines de blocs opératoires et de maternités à travers la transformation d'établissements en « hôpitaux de proximité »... Il y a répondu aussi par le gazage et le matraquage des manifestations d'hospitaliers.

L'épidémie a révélé au grand jour l'extrême dénuement de l'hôpital public : manque de matériel, manque de médicaments, manque criant de personnel. Sans les énormes sacrifices de celui-ci, le désastre sanitaire aurait été incomparablement plus lourd. Mais au plus fort de la crise, le gouvernement a traité - sous les dehors des hommages hypocrites - avec le même mépris et la même brutalité : insuffisance des masques, refus de tester le personnel, soignants contraints à venir travailler en étant malades, et même embargo sur le nombre de soignants victimes du COVID !

C'est au cœur même de la crise sanitaire que les personnels ont appris que les plans de suppression de postes et de lits étaient intégralement maintenus, en vertu de l'ONDAM dont même Valletoux, le président de la FHF, commentait ainsi : « *Avec un ONDAM à 2,1 % en 2019 et les 80 millions d'économies demandées, nous repartons sur une période de diète alors que c'est tout l'inverse qu'il aurait fallu faire pour sortir l'hôpital de la crise* ».

Dans plusieurs hôpitaux, bravant la scélérate « loi d'urgence sanitaire », les travailleurs hospitaliers ont multiplié les rassemblements et les grèves contre ces plans de suppression : Saint Etienne, Vinatier Lyon, CHU Besançon, Tours etc.

Philippe donne le cadre du Ségur : « pas changer le cap, mais changer de rythme »

Dans ces circonstances, que recherche le gouvernement à travers le Ségur sous la houlette de Nicole Notat, supportrice numéro 1 du plan Juppé de 1995 ?

Édouard Philippe lors de l'ouverture du Ségur l'a indiqué clairement : « *pas changer le cap, mais changer le rythme* ».

C'est ce qui apparaît à travers les différents « *piliers* » de la concertation Ségur :

Pilier 1 : « *attractivité de l'hôpital pour le personnel : carrière, rémunérations.... Revaloriser ceux qui soignent à l'hôpital* ». Les hospitaliers en France sont parmi les plus mal payés d'Europe et c'est pourquoi en particulier a surgi la revendication des 300 euros pour tous. Mais que veut faire le gouvernement ?

Salaires :Macron : « *On peut détacher la Fonction Publique hospitalière des autres fonctions publiques pour traiter les salaires* ». Autrement dit prendre prétexte de la « revalorisation » pour détruire le statut de la Fonction Publique et en sortir la FPH. Et encore, disloquer les garanties collectives en matière de salaire par l'individualisation des rémunérations comme le propose Hirsch : « *Il n'est pas écrit dans la Constitution que l'existence d'une FPH implique une égalité de rémunération entre toutes les disciplines médicales* »

Temps de travail : le manque de personnel est tel que les soignants accumulent les Comptes Épargne Temps, sans compter les prolongements de service non payés à cause de l'urgence des soins à prodiguer. La « solution » du gouvernement ? Philippe : « *La question (des 35 heures) n'est pas tabou* ». Veran : « *D'autres arrangements salariaux vont devoir être imaginés afin de*

comblent à la fois les directions qui ont besoin d'avoir le personnel nécessaire au bon moment et les salariés désireux d'être maîtres de leur temps ». Autrement dit flexibilité totale !

Qualifications : au nom de la « montée en compétences », permettre les glissements de fonction (actes jusqu'alors réservés aux médecins effectués par le personnel infirmier etc.). Et par ailleurs liquider les écoles de spécialité (par exemple infirmiers de bloc opératoires) au profit de la certification par VAE.

Pilier 2 Au nom de la critique de la T2A - produit des réformes réactionnaires antérieures - instaurer une enveloppe de soins fermée par pathologie dans laquelle puiseraient médecine de ville, hôpital, paramédicaux, un encadrement qui conduirait le patient à se restreindre lui-même.

Pilier 3 : réorganiser le soin à partir des territoires autour des CPST, regroupement des professionnels de santé libéraux, en mettant à leur disposition les hôpitaux dits de proximité.

Pilier 4 : « *gouvernance des établissements* ». Rapprocher d'un cran supplémentaire la direction et le fonctionnement des hôpitaux publics de ceux des établissements privés, engagés dans les réformes Bachelot et Touraine. Au nom de favoriser l'« *initiative des équipes et des personnels* », faire sauter les règles de droit qui s'imposent aux établissements et protègent les personnels d'une exploitation sans frein – en utilisant et généralisant les conditions de travail qui leur ont été imposés pendant la crise sanitaire. Associer étroitement les médecins à cette nouvelle « gouvernance ».

Les travailleurs hospitaliers doivent imposer aux directions syndicales qu'elles cessent de participer au Ségur et organisent le combat pour imposer la satisfaction des revendications

Le Ségur est une machine de guerre contre l'hôpital public, et le personnel.

Dans leur communiqué commun appelant au 16 Juin, les fédérations CGT, FO, SUD et les différents « collectifs » énumèrent une série de revendications qui pour certaines sont indiscutables. Mais pourquoi ne rien dire de ce que le gouvernement veut faire appuyé sur le Ségur (voir plus haut) ? Pourquoi ne pas en tirer la seule conclusion qui peut en être tirée, à savoir décider sans plus attendre de quitter le Ségur comme l'a fait d'ailleurs SUD ? Peut-on comme le font les dirigeants CGT qualifier le Ségur d'« imposture » et continuer à siéger au Ségur, se faisant ainsi le complice de cette imposture ?

On peut énumérer toutes les revendications que l'on voudra, mais la vérité est que la défense de la plus petite d'entre elles est incompatible avec la participation au Ségur.

À l'inverse, la rupture avec le Ségur créerait toutes les conditions pour la mobilisation massive et centrale des personnels hospitaliers pour arrêter le bras du gouvernement et obtenir satisfaction.

C'est ce qu'il faut imposer aux dirigeants syndicaux !

La dépression économique, qui est le produit non de la crise sanitaire qui n'a fait que la précipiter, mais du mode de production capitaliste, signifie d'ores et déjà pour le prolétariat et la jeunesse : chômage de masse, diminution de salaires, attaques brutales contre leurs conditions d'existence. Cette dépression économique montre l'urgence d'en finir avec le capitalisme pour instaurer un système où toute la production est organisée en fonction des besoins sociaux et non du profit des capitalistes, le socialisme. Cela suppose l'expropriation des grands moyens de production et d'échange par un véritable gouvernement ouvrier. En France la constitution d'un tel gouvernement suppose d'affronter le gouvernement Macron dans le but d'en finir avec lui. Dans cette perspective, la classe ouvrière rencontre comme l'obstacle principal : la coopération avec Macron des directions syndicales (coopération dont le Ségur n'est qu'un aspect), coopération qu'il faut briser.

Le combat en France pour le gouvernement ouvrier est inséparable de l'objectif des États Unis socialistes d'Europe. C'est sur ces objectifs politiques que sont regroupés les militants autour du bulletin « Combattre pour le Socialisme ».

Prenez contact avec les diffuseurs

Prenez contact ! <http://socialisme.free.fr> - e-mail : socialisme@free.fr